

Lutte contre la Corruption et Renforcement de l'Intégrité

Les enjeux

12 ans après la révolution, la Tunisie est confrontée à des défis d'instabilité politique et économique, dont la corruption fait partie. Bien que celle-ci ait été l'un des déclencheurs de la révolution, elle n'a pas encore pu être traitée de manière systémique. Au contraire, le taux de chômage élevé et l'absence de réformes administratives et politiques favorisent la corruption.

Malgré les efforts du gouvernement tunisien, il n'a pas encore été possible d'améliorer de manière satisfaisante la perception de la corruption en Tunisie. En effet, bien que la Tunisie se classe dans la moyenne des indices tels que l'indice de perception de la corruption de *Transparency International*, la valeur correspondante ne s'est pas améliorée de manière significative depuis 2011. L'attente de la population que la corruption soit endiguée et combattue avec succès après la révolution n'est actuellement pas satisfaite.

Notre approche

Le projet « Lutte contre la corruption et renforcement de l'intégrité » soutient les acteurs du secteur public, de la société civile et du secteur privé impliqués dans la prévention de la corruption dans le développement d'une culture de l'intégrité en Tunisie.

L'accent est mis sur la jeune génération afin d'agir de manière orientée vers l'avenir et de briser les schémas de corruption établis. Environ la moitié de la population tunisienne a moins de 30 ans. La jeune génération représente donc un pilier de la société tunisienne. Ils sont les créateurs de l'avenir du pays, mais aussi les plus touchés par les faiblesses du système de gouvernance.

Nom du projet	Lutte contre la Corruption et Renforcement de l'Intégrité
Mandataire	Ministère fédéral des Affaires étrangères
Zones d'intervention	Tunis et régions
Partenaire national	Ministère de l'Emploi et de la Formation Professionnelle
Durée	2021 – 2024

Afin de contribuer à une culture de l'intégrité efficace en Tunisie, les composantes suivantes seront mises en œuvre en étroite collaboration avec le Ministère de l'Emploi et de la Formation Professionnelle :

1. Développement d'une culture de l'intégrité parmi les jeunes Tunisiens : Des formats de dialogue innovants et des mesures de sensibilisation sont mis en œuvre pour renforcer l'intégrité. Des espaces de réflexion sont créés, des débats sont soutenus et des innovations sont encouragées. Les organisations de la société civile qui se concentrent sur le travail de la prévention de la corruption avec les jeunes sont particulièrement soutenues.

2) Renforcement des normes de conformité dans le secteur des start-ups : Le secteur des start-ups est considéré comme un moteur essentiel du développement économique du pays. C'est pourquoi le projet développera, en collaboration avec les acteurs du paysage des start-ups, des mesures qui permettront aux start-ups, de mieux respecter les normes de conformité nationales et internationales. Pour y parvenir, le projet mise d'une part sur un rôle actif dans l'adaptation du cadre juridique (Startup Act 2.0) et d'autre part sur des mesures de sensibilisation auprès des start-ups.

3) Intégrité économique : Afin de prévenir la corruption dans le secteur privé, la coopération entre les entreprises et les organisations professionnelles est encouragée. En outre, les entreprises sont encouragées à prendre des mesures volontaires pour améliorer leur conformité interne aux règles anticorruption.

Les jeunes entrepreneurs doivent ainsi être impliqués en tant qu'acteurs pertinents dans un ordre démocratique. L'objectif est de créer un climat d'affaires plus transparent qui encourage les investissements nationaux et étrangers et récompense l'engagement civique. Pour garantir le succès de cette approche, des mesures préventives seront développées avec la participation de la société civile, testées dans des projets pilotes et recommandées en conséquence pour une application ultérieure. Le projet travaille en étroite collaboration avec les administrations et les autorités publiques.

L'impact

En sensibilisant les citoyens, le projet contribue au renforcement des structures démocratiques. En associant l'État, l'économie et la société civile, le projet a un effet intégrateur et trans-partisan sur l'une des questions de réforme les plus urgentes qui ont conduit au renversement de 2011, à savoir la gestion de la corruption, de sorte qu'on peut y voir une prestation stabilisatrice.

Le projet contribue ainsi directement :

- à la promotion de la démocratie,
- à l'amélioration du climat des affaires,
- à la mise en œuvre des orientations du gouvernement fédéral « Prévenir les crises, gérer les conflits, promouvoir la paix ».

Ainsi, le projet a permis jusqu'à présent de :

- ...mener **plusieurs études au niveau national et international** sur le travail anti-corruption et l'intégrité dans le secteur privé.
- ...créer un **espace d'échange et de réflexion sur le renforcement de l'intégrité** en Tunisie : Plus de 30 jeunes ont été aidés à développer des idées de projets de prévention de la corruption, qui ont ensuite été présentées aux décideurs politiques, à la société civile et aux entreprises.
- ...organiser **plusieurs ateliers et conférences pour permettre l'échange et la mise en réseau des acteurs** des secteurs privé et public et de la société civile.
- ...élaborer un **kit de formation sur la lutte contre la corruption et le renforcement de l'intégrité** pour le secteur privé : 25 responsables de la conformité ont été formés.
- ...créer **deux éditions d'une bande dessinée** illustrant des situations quotidiennes autour de l'identification, de la prévention et de la réduction de la corruption pour sensibiliser la jeune génération.
- ...lancer un **programme de soutien aux start-ups**, offrant une plate-forme pour renforcer leurs mécanismes de conformité et d'intégrité et pour promouvoir la coopération entre les institutions des secteurs privé et public.
- ...organiser **18 tables rondes** : 180 jeunes y ont participé dans les régions du Grand Tunis, Jendouba, Sfax, Gabès, Sousse et Mahdia.

Publié par	Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ) GmbH	En coopération avec	Ministère de l'Emploi et de la Formation Professionnelle
	Sièges de la société : Eschborn et Bonn	Sur mandat du	Ministère fédéral des Affaires étrangères (Auswärtiges Amt, AA)
	Projet : « Prévention de la corruption et renforcement de l'intégrité » Bureau de la GIZ à Tunis B.P. 753 – 1080 Tunis Cedex – Tunesien T + 216 71 967 220 F + 216 71 967 227 www.giz.de/tunesien www.facebook.com/GIZTunisie	Division	S04 Mise en œuvre Stabilisation dans les pays et régions
		Adresses postales des sièges de l'AA	AA Berlin Werderscher Markt 1 10117 Berlin AA Bonn Adenauerallee 99-103 53113 Bonn
Mise à jour	Juillet 2023		www.auswaertiges-amt.de
Mise en page	GIZ Tunisie		
Texte	GIZ Tunisie		